

groupements. J'ose espérer que la population du Nord-Vietnam pourra jouir également des mêmes privilèges. La création de gouvernements constitutionnels et souples tant au Sud-Vietnam qu'au Nord-Vietnam contribuerait, j'en suis persuadé, à résoudre pacifiquement les divergences. Je n'hésiterai pas un moment à dire que les peuples du Nord-Vietnam et du Sud-Vietnam sont désireux de trouver les moyens pacifiques qui les réuniront et qui feront que la présente situation ne se répétera plus.

Il existe, cela va de soi, d'autres questions à part celle du Vietnam qui doivent être résolues si l'on veut établir et maintenir la paix dans ce pays. Le Laos et le Cambodge, qui tous deux aspirent à la neutralité et veulent ainsi se protéger contre les ingérences du dehors, doivent avoir la faculté de poursuivre leur destinée. En 1962, un accord garantissant la neutralité du Laos a été conclu et signé par quatorze pays. Malgré cela, la Commission internationale a signalé que le Nord-Vietnam avait transgressé sérieusement cet accord et elle attend la permission de pénétrer dans les régions détenues par les communistes pour s'enquérir sur les accusations de transgressions portées par les États-Unis. A mon sens, les propositions formulées en rapport avec la neutralisation du Vietnam et une grande partie du territoire restant de l'Asie du Sud-Est ont beaucoup de mérite. J'ajouterai que la plupart des pays de cette région désirent obtenir un statut de neutralité qui puisse être effectivement garanti et qui prévienne l'ingérence constante dans leurs affaires intérieures, chose qui se produit si souvent aujourd'hui.

A l'arrière-plan, il va de soi, se dresse la grande question de la Chine communiste, dont la coopération est absolument nécessaire pour assurer en permanence la stabilité au Vietnam ou dans d'autres parties de l'Asie du Sud-Est. Jusqu'à un certain point, nous pouvons dire que la politique de la Chine peut s'interpréter comme résultant de la peur, de l'insécurité et d'un orgueil blessé. Il est difficile, je le sais bien, de trouver un remède propre à couper les racines profondes qui alimentent la politique chinoise; mais d'autre part, je suis convaincu qu'il y va de notre intérêt à tous de ne pas ralentir les efforts qui nous permettront de percer le mur de soupçon et d'hostilité dont s'entourent les chefs du Gouvernement de Pékin.

En dernier lieu, nous nous rendons compte des liens étroits qui existent entre les conditions de stabilité dans l'Asie du Sud-Est et les conditions de développement économique. Les États-Unis ont déjà apporté une immense contribution à l'amélioration de ces conditions et nous avons la promesse qu'ils s'engageront davantage dans cette voie, une fois la paix établie. Le Canada, par l'intermédiaire du Plan de Colombo, et grâce à sa participation au projet du bassin du Mékong ainsi qu'à ses engagements envers la Banque asiatique de développement, joue également son rôle dans cette région. Nous avons l'intention de le poursuivre.

L'établissement de la paix et d'une stabilité permanentes au Vietnam est une tâche gigantesque à laquelle doivent s'attaquer non seulement les pays de cette région mais tous les pays du monde, et pour bien des années à venir. Toute formule de paix sera inévitablement aussi complexe que les facteurs dont s'entoure la situation présente. La voie qui conduira à la véritable formule sera semée d'obstacles et de désillusions. En dépit de tout cela, la guerre au Vietnam doit se terminer et il faut que, non seulement le Vietnam, mais encore